

L'Humanité *rouge*

*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !*

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 297

Mardi 1^{er} juillet 1975

la JCMLF est née

C'est avec plein succès et dans un enthousiasme indescriptible que s'est tenu le Congrès constitutif de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France les 28 et 29 juin.

Les délégués à ce congrès ont participé à un événement que retiendra l'histoire des luttes de la jeunesse et des marxistes-léninistes de France. A partir de maintenant en effet, la jeunesse de France possède son organisation révolutionnaire. Le congrès a affirmé avec éclat son accord avec le programme du Parti communiste marxiste-léniniste de France et à maintes reprises les délégués ont scandé son nom. Durant ces deux jours de nouvelles forces révolutionnaires sont apparues qui ne peuvent que donner la plus grande confiance en l'avenir.

Placé sous le signe de l'hommage à Gilles Tautin et Pierre Overney, le congrès a été à l'image de la jeunesse révolutionnaire d'aujourd'hui. Le congrès a écouté le rapport

politique définissant les tâches de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France. Au cours de sa lecture de nombreux mots d'ordre ont été lancés par les congressistes et des applaudissements fréquents ont eu lieu. Le congrès a adopté dans l'enthousiasme le Manifeste de la JCMLF, les statuts de la JCMLF et la Charte de la jeunesse de France. Ces textes seront les guides de l'action de la JCMLF dans sa lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne. Le congrès a écouté une intervention du camarade Alain Castan au nom des communistes marxistes-léninistes de France, qui a témoigné de la confiance et de l'espoir de l'avant-garde marxiste-léniniste dans la jeunesse et a souligné la nécessité pour la jeunesse d'apprendre le marxisme-léninisme par l'étude et la lutte. Après la clôture, les délégués se sont rendus sur les tombes de Guy Moquet, Gilles Tautin et Pierre Overney, montrant ainsi qu'ils sont les continuateurs des luttes de la

jeunesse de France. Puis ils se sont rendus au vibrant meeting de clôture qui a été placé sous le signe de l'internationalisme prolétarien. Des délégations de jeunes marxistes-léninistes d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, d'Italie, de Grèce, du Portugal, de Suède étaient présentes et ont adressé leur salut à la JCMLF. Au nom de la JCMLF, des lycéens, des jeunes immigrés et ouvriers, ainsi qu'un camarade des ex-Jeunesses progressistes de Bretagne sont intervenus pour faire connaître les luttes de la jeunesse de France. Ce meeting a démontré avec force la détermination des jeunes marxistes-léninistes de mobiliser la jeunesse contre les deux super-puissances et en particulier le social-impérialisme, contre le révisionnisme, pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Oui, les 28 et 29 juin 1975 feront date !

Pierre BURNAND
Secrétaire général de la JCMLF

LE CAMARADE JACQUES JURQUET A PEKIN



LES CAMARADES YE KIEN-YING ET WOU TEH RENCONTRENT ET FÊTENT LA DÉLÉGATION DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Pékin, 29 juin 1975 (Agence Chine Nouvelle)

Ye Kien-ying, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois, et Wou Teh, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, ont rencontré et fêté cet après-midi la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet.

Étaient présents à ces occasions les membres du Comité central du Parti communiste chinois Keng Piao et Feng Hsiuan, respectivement chef et chef-adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, ainsi que les camarades Li Siao-pai, Mao Pao-tchong et Tchao Hsiue-li.

L'entrevue et le banquet se sont déroulés dans une atmosphère cordiale et amicale.

DERNIERE MINUTE : SOUSCRIPTION, C'EST UN SUCCES ! Les 19 millions sont dépassés ! Camarades lecteurs, en avant pour les 20 millions avant le 1er juillet minuit !

QUE CACHE L'AFFAIRE DU "DOCUMENT REPUBLICA" ?

«C'était un faux !». Marchais exulte, rassuré... ; le document de «Républica», publié lundi 23 dans le «Quotidien de Paris», signé Boris Ponomarev et regroupant les directives de la clique Brejnev en direction des partis «communistes» occidentaux serait un faux...

Voilà l'URSS blanchie ; les partis révisionnistes, avec Marchais en tête, se dressent dans leur dignité offensée... L'affaire est close...

Mais l'affaire n'est pas close, car elle est d'ampleur internationale... et c'est bien Brejnev, Marchais et autres qui l'ont voulu. N'est-ce pas une délégation très officielle et au plus haut niveau du P.C.F. — Laurent-Piquet — qui s'est déplacée au «Quotidien de Paris», lundi 23 ? Un misérable petit «faux» valait-il le dérangement... ? Et pour un misérable petit «faux», fallait-il que l'agence Tass mobilise la grosse artillerie contre cette «feuille de chou»... ? Si Brej-

nev, Marchais ont réagi violemment, c'est qu'ils ont été touchés à vif. Car «faux» ou «pas faux», ce qui compte, c'est la réalité des faits ; et les faits sont de plus en plus connus en Europe : au Portugal et ailleurs, les révisionnistes ont pratiqué l'infiltration dans les forces armées et dans la presse, ils ont œuvré pour le syndicat unique à la «polonaise», ils se sont emparés des archives de la PIDE, police secrète du fascisme.

Ni Brejnev, ni Marchais n'ont démenti ces faits et pour cause ; comme ils n'ont pas dit un mot sur l'interdiction sociale-fasciste du «Républica». Car tous ces faits s'inscrivent trop bien dans une tactique d'ensemble orchestrée à Moscou ; le «document Republica» un faux ? Qu'importe : des dizaines de textes «officiels» édités à Moscou ou dans la presse révisionniste internationale disent la même chose, avec un langage soi-disant «marxiste». Il suffit de s'y reporter.

EXALTATION DU SOCIAL-IMPERIALISME

La tactique des partis «communistes» occidentaux y est replacée dans la stratégie globale du social-impérialisme :

Que disent les textes «officiels», sous la plume du fameux Ponomarev, dans «Le Socialisme mondial à trente ans» (Problèmes de la paix et du socialisme - page 19) :

«Tous les événements essentiels survenus dans cette zone du monde, des années 40 jusqu'aux années 70, témoignent de façon convaincante qu'ils sont liés à l'accroissement de la puissance et de l'influence du socialisme, qu'ils dépendent de son aide et de son soutien...»

«Puissance et influence du socialisme... traduisent : puissance de l'Union soviétique que Ponomarev célèbre à hauts cris... Et le tour est joué, les luttes de libération du tiers monde et ses grandes victoires, la chute des régimes fascistes au Portugal et en Grèce, les luttes populaires dans les pays européens, tout dépend, tout est redevable à «l'aide et au soutien» de l'Union soviétique ; et Ponomarev prend des accents de représentant de «superpuissance» pour vanter la «puissance», la «force» du système socialiste — c'est-à-dire l'URSS — «qui influe sur le rapport de forces dans la lutte de classes à l'intérieur des pays du capital !».

UNE ALTERNATIVE SOCIALE-IMPERIALISTE

Et aussi à chaque parti «communiste» de promouvoir la fameuse «alternative démocratique», étudiée par les partis révisionnistes, lors d'un colloque organisé par la «Nouvelle Revue Internationale», à la fin de l'été dernier, sur le thème de «l'intégration économique».

Que signifie la prétendue «alternative démocratique» proposée en cas de participation au pouvoir :

- s'opposer à toute intégration politique et militaire de l'Europe — c'est-à-dire à toute volonté européenne de s'opposer aux deux superpuissances et notamment à l'URSS ;

- s'opposer à la pénétration économique US et favoriser au maxi-

merci pour nous ! Mais les peuples savent d'expérience que c'est en eux-mêmes et dans leurs propres forces que réside la voie de la libération. C'est le tiers monde qui est la force principale dans la lutte contre l'impérialisme, et non le «système soviétique» que Ponomarev appelle «socialiste».

Pourquoi un tel jargon, sinon pour tromper, pour mystifier les peuples et, finalement, pour identifier la lutte révolutionnaire à la «défense de l'URSS».

«L'axe de la vie internationale s'est manifestement déplacé vers les Etats socialistes», écrit Ponomarev... Il parle de l'URSS et des pays de l'Est bien sûr... Les défendre, défendre l'URSS, s'aligner sur sa politique, suivre ses directives, voilà ce que Ponomarev ose appeler «internationalisme prolétarien». Et le tour est joué.

A chaque parti «communiste» de s'aligner :

- sur l'anti-américanisme de l'URSS, qui loin d'être de la lutte anti-impérialiste, exprime la rivalité des deux superpuissances ;

- sur l'esprit de la «détente», qui vise à démobiliser les peuples devant toutes menées agressives ;

- sur le «soviétisme» à outrance qui célèbre les «mérites» d'une puissance impérialiste.

mum les échanges avec l'Est ; envisageant l'avenir proche de l'Europe, le représentant soviétique au colloque s'est prononcé pour une «coordination des politiques d'investissement entre le COMECON et la CEE et la création de gros consortiums bancaires» ;

- transformer les institutions européennes en faveur des «cinquièmes colonnes» favorables à l'URSS, y faire pénétrer les syndicats, y «démocratiser» le Parlement, etc.

Autant dire trois objectifs qui contribueraient à placer l'Union soviétique impérialiste dans une situation de domination par rapport à l'Europe occidentale.

DES TACTIQUES D'INFILTRATION

C'est dans ce sens que ses agents, les dirigeants des partis révisionnistes, travaillent quotidiennement.

Dans ce cadre, le «faux» du Republica dit vrai ; et ce n'est pas Ponomarev qui nous contredira.

En juin 1974, dans «Problèmes de la paix et du socialisme», le même Ponomarev, dans un langage «révolutionnaire», a donné ses recettes de subversion :

«Pour remporter la victoire, il faut éliminer la domination de l'ennemi de classe sur les moyens d'information de masse et de propagande».

Au Portugal, Cunhal a mis en pratique : contrôle de la presse, de la télé... c'est l'attaque contre «Républica». Et que prépare pour demain Marchais qui aujourd'hui envoie ses comparses faire pression au «Quotidien de Paris» ?

Autre recette : la pénétration de l'armée, toujours de Ponomarev :

«C'est pourquoi, ... il est indispensable d'ôter des mains des représentants de l'ancien régime des leviers de pouvoir aussi importants que l'armée et de former un nouvel appareil d'Etat».

S'agit-il de paroles révolutionnaires, de paroles léninistes ou bien de tactiques subversives ? Là encore, la réponse est dans la réalité : là-bas, au Portugal, où les révisionnistes ont tenté de s'infiltrer dans l'armée, de prendre des postes clés dans l'appareil d'Etat, ici, en France, où leurs sourires aux officiers n'ont rien d'innocent.

On comprend pourquoi Marchais a pris la mouche ; qu'un journal français montre ouvertement le «pot aux roses», c'est insupportable... Et pour Brejnev également qui voudrait faire du Portugal un «banc d'essai» de sa tactique d'infiltration... sans que personne ne le sache. Mais ce n'est pas si simple.

MENTEURS !

C'est la fable de la paille et de la poutre. «L'Humanité» révisionniste s'en prend à «l'objectivité», au prétendu «non respect» de la vérité du «Quotidien de Paris...» et fait grand tapage sur cette «paille dans l'œil du voisin... sans voir la "poutre" dans le sien»...

Un exemple de mensonge grossier est son compte rendu de la réunion du 24 juin de l'Institut d'Etudes de Politique Etrangère (Voir ci-dessous son billet et notre relation des faits).

Des menteurs et des mystificateurs, voilà ce que sont les rédacteurs de tels billets... mais de telles pratiques ne feront pas long feu...

● 8 MAI : unanimité pour son rétablissement au débat de l'Institut de politique étrangère

Sous les auspices de l'Institut de politique étrangère présidé par M. Girault de Coursac, un débat s'est tenu mardi soir à Paris sur le thème : « Que signifie l'annulation de la célébration officielle du 8 mai ? »

Avec M. Girault de Coursac les six participants à ce débat ont été unanimes à s'élever contre la décision de Giscard d'Estaing et à demander son annulation ; Jacques Dubrion, président de la présidence de l'Association nationale des Anciens combattants de la Résistance ; Gilbert Paure, député socialiste de l'Ariège ; Louis Baillot, député communiste de Paris ; Pierre Godefroy, député U.D.R. de la Manche ; Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste (gaulliste) de

gauche) et Marcel Paul, président du Comité international de Buchenwald-Dora.

Des messages de soutien ont d'autre part été lus à l'ouverture de la réunion émanant de MM. Jean Charbonnel, Michel Dobré, Robert Fabre, Michel Joubert, le colonel Rivière compagnon de la Libération, du M.R.A.P. et de diverses organisations de jeunesse.

Mais si cette convergence de vues entre des hommes d'opinions différentes « témoigne, comme l'a dit Louis Baillot, de la profondeur de l'émotion et de l'opposition qui se manifeste dans tout le pays à la décision de Giscard d'Estaing », elle n'a pas eu l'heur de plaire à une poignée de provocateurs maosités qui ont dû quitter la salle après avoir essayé en vain d'interrompre notre camarade.

Mardi 24 l'Institut de Politique Etrangère organisait une réunion sur le thème «Pourquoi le 8 Mai 1945 ?». Comme cette réunion devait être l'occasion pour les dirigeants révisionnistes du P.C.F d'utiliser l'esprit de la Résistance pour glorifier l'URSS de Brejnev, les communistes marxistes-léninistes avaient décidé d'intervenir pour démasquer les mystificateurs. Ceux-ci en l'occurrence avaient délégué le social-fasciste Bail-

lot.

La salle où ce monsieur devait parler contenait près de 1 000 places, mais seules 60 personnes étaient présentes. Dès qu'il voulut commencer son intervention les mots d'ordre «Ni Washington, ni Moscou, indépendance nationale», «Vive Staline vain-

queur d'Hitler, à bas Brejnev nouvel Hitler» fusèrent avec tant de force dans la salle que Baillot ne put poursuivre son baratin de traître à la nation et au prolétariat.

C'est alors qu'un camarade se leva et déclara : «Aujourd'hui défendre l'esprit de la Résistance c'est combattre le social-impérialisme soviétique qui se prépare à l'agression. Lutter contre le fascisme c'est aussi lutter contre le social-fascisme. J'appelle tous les véritables antifascistes, c'est-à-dire ceux qui combattent le fascisme et le social-fascisme, à quitter cette salle». C'est alors que près de cinquante personnes sortirent laissant seul Baillot... avec sa dizaine d'auditeurs.

E.D.F.-G.D.F. MURAT-MESSINE ECHEC CUISANT DES REVISIONNISTES DANS LA CFDT

Alors que la lutte des communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF Murat-Messine (où travaillent plus de 2 600 électriciens et gaziers et où siège la direction générale d'EDF) se développe tant pour défendre les revendications immédiates des masses (par exemple la lutte des travailleurs des cantines pour leur titularisation), que pour s'opposer aux deux superpuissances, en particulier le social-impérialisme russe et ses agents: les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT (par exemple la lutte contre les tentatives d'encadrement des travailleurs dans un syndicat unique CGT-CFDT sous le contrôle total des révisionnistes), la poignée des dirigeants révisionnistes est de plus en plus démasquée pour ce qu'elle est: traître au prolétariat, traître à la nation.

C'est dans cette situation que les dirigeants révisionnistes viennent de faire de multiples pressions sur la CFDT exigeant qu'elle exclue un de ses militants, qu'elle publie un communiqué pour désavouer les tracts des communistes marxistes-léninistes, le tout étant assorti d'un ultimatum et de menaces physiques.

Pour faire pression sur la CFDT, la poignée des révisionnistes publia un tract affirmant: «Depuis quelques mois, des individus étrangers à nos établissements distillent au personnel de Murat-Messine des calomnies de toute nature contre le mouvement ouvrier et ses représentants en général, contre la CGT et ses militants en particulier. Les élections aux SLV et les revendications du personnel des cantines ont été choisis comme thèmes par les auteurs de "l'Humanité-Rouge" pour s'attaquer à la gestion des œuvres sociales par les élus du personnel. Mais chacun sait qui alimente cette feuille au verbiage hystérique. Va-t-on continuer à la CFDT de "couvrir" celui qui officiellement est responsable de la section CFDT de Murat-Messine et qui dans l'ombre passe son temps à salir l'action commune et la CGT par "Humanité-Rouge" interposée?»

Voilà qui avait l'avantage d'être clair et de placer les adhérents et militants de la CFDT devant leurs «responsabilités». Et justement, la CFDT apporta aux révisionnistes la réponse qu'ils méritaient.

Tant sur le plan de la section Murat-Messine que sur celui du Syndicat des Services centraux, cela permit de mieux cerner la nature réelle des révisionnistes et le débat déboucha sur un échec total de ceux-ci: la CFDT condamna cette ingérence inadmissible dans ses affaires intérieures et estima qu'elle n'avait aucune leçon de démocratie syndicale à recevoir des dirigeants du P.C.F. La CFDT refusa, de la même façon, de faire quelque «mise au point» que ce soit au sujet des communistes marxistes-léninistes ou de l'Humanité-Rouge.

Les dirigeants révisionnistes viennent donc de subir un échec cuisant: ils avaient employé tous les moyens

de pression possibles, faisant référence aux accords interconfédéraux CGT-CFDT, à l'«unité d'action privilégiée», etc. Et en cela les adhérents et militants comprennent chaque jour davantage la volonté des révisionnistes: mettre la CFDT, ses éléments combattifs, à leur remorque, encadrer le plus possible l'ensemble des travailleurs pour les désarmer, faire passer leur ligne politique et faciliter ainsi les visées agressives du social-impérialisme russe.

L'enjeu de la lutte, à l'intérieur de la CFDT, est clair: accepter, au nom du juste désir d'unité, les pressions révisionnistes et donc leur ligne politique, accepter leur ingérence qui ne peut qu'être de plus en plus systématique, accepter le suivisme pur et simple par rapport à ces pires ennemis de la classe ouvrière et de la nation, ou au contraire organiser les masses, sur une base de classe, pour la satisfaction de leurs revendications immédiates et la défense de l'indépendance nationale, c'est-à-dire pour mener à bien les tâches de la révolution prolétarienne.

U.A.P. : QUAND LES REVISIONNISTES FONT LA POLICE

Nous avons déjà dénoncé dans un précédent article (voir HR No 268) l'attitude du gérant révisionniste du restaurant d'entreprise de l'UAP (Union des Assurances de Paris). Mais aujourd'hui les dirigeants de la CGT viennent de se démasquer un peu plus comme traîtres aux intérêts des travailleurs.

A la dernière réunion du Comité d'établissement, que pensez-vous que nos gestionnaires aient réclamé pour la cantine: plus de choix et une meilleure qualité des repas? des crédits supplémentaires? de meilleures conditions de travail pour le personnel de la cantine? Rien de tout cela!!! Ces individus ont réclamé une augmentation du prix du repas et un contrôle des cartes d'identité des personnes venant manger à la cantine. Ils estiment en effet que le déficit de leur gestion est dû aux intérimaires qui viennent prendre leurs repas au restaurant d'entreprise. Les intérimaires n'ont pas le droit théoriquement d'y déjeuner, mais la direction ne contrôlant plus les cartes à cause de la colère que cela suscitait, il était admis qu'ils y viennent.

Les dirigeants révisionnistes ont décidé de le faire eux-mêmes, se conduisant ainsi comme un véritable appareil répressif. Ces faits illustrent les objectifs actuels des dirigeants CGT:

- *Division du personnel*: ici, les intérimaires sont considérés comme extérieurs à l'entreprise alors qu'ils y sont encore plus exploités que les autres travailleurs (ils n'ont pratiquement aucun droit social).

- *Volonté d'extorquer encore plus d'argent* des travailleurs pour leur propre compte (augmentation du repas).

- *Volonté d'encadrement* des travailleurs (ce qui est le plus dangereux à l'heure actuelle quand on sait que leurs maîtres, les nouveaux tsars du Kremlin, préparent leur agression contre l'Europe).

Il faut noter aussi que dans le même temps ces mêmes dirigeants

E.D.F.-G.D.F.-CCAS COMBATTRE LES MANOEUVRES DES REVISIONNISTES

A EDF-GDF, les dirigeants révisionnistes tiennent en main la CCAS (organisme des «activités sociales») et gèrent son énorme budget (40 milliards).

Nous avons déjà démontré qu'ils «utilisaient» ces activités sociales au profit du P.C.F. La seule réponse des révisionnistes était qu'il s'agit de «calomnies», mais bien sûr aucune réponse précise et pour cause.

Pourtant en voici de nouvelles preuves:

La plupart des services de la CCAS sont installés dans un immeuble place de l'Argonne. Un certain nombre d'entre eux ont déménagé à Chevilly-Larue, ce qui libérerait quelques bureaux devant être accordés aux organisations syndicales.

La direction révisionniste de la CCAS a décidé d'attribuer ces bureaux à la CGT seulement, les autres syndicats devant se contenter d'une minuscule pièce commune.

Quand ces derniers ont réclamé un partage équitable, les révisionnistes leur ont répondu qu'ils ne leur céderaient pas le moindre mètre carré puisqu'ils étaient minoritaires... *Bref exemple de démocratie n'est-ce pas et de «liberté»!*

Le 24 juin au matin, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge distribuaient un tract au personnel d'EDF pour dénoncer cette manoeuvre. Le jour même, les révisionnistes de la CCAS convoquaient les autres syndicats pour leur annoncer le repartage plus équitable des bureaux.

Ceci n'est qu'un petit fait, mais il prouve deux choses:

RECTIFICATIF

Nous avons dit dans un article sur Motorola paru dans le quotidien No 293 que nos camarades étaient exclus de la CGT.

En fait, il s'agit pour le moment de manoeuvres des responsables révisionnistes visant à les empêcher de se présenter aux élections de délégués du personnel, ainsi qu'à leur enlever toute responsabilité au syndicat.

Nos camarades nous ferons parvenir prochainement un article au sujet de cette bataille entre démocratie prolétarienne et social-fascisme dans le syndicat.

la Fauçille

No 9 est paru
passez vos commandes

17, rue du Sentier
75002 Paris

du parti révisionniste ont entrepris une vaste campagne contre le fascisme dans le but de se présenter comme les meilleurs défenseurs de la liberté.

Une fois encore, les faits contredisent leurs paroles. Car fascistes ils le sont et ils ont de plus en plus de mal à cacher leur nature sous le masque de socialistes que les marxistes-léninistes leur arrachent.

Déjà de nombreux travailleurs l'ont compris et beaucoup d'entre eux rejettent la ligne de ces responsables révisionnistes.

Un délégué CFDT.

a) malgré leur tapage sur les libertés, les dirigeants révisionnistes ne ratent pas une occasion pour les bafouer.

b) quand les communistes marxistes-léninistes sont à l'offensive, les dirigeants révisionnistes sont obligés, de fait, de céder.

Plus que jamais, démasquons les dirigeants révisionnistes en ne négligeant aucun fait, si minime soit-il!

CANTINES D'E.D.F.-G.D.F. SUCCES DE LA GREVE DE 48 HEURES

L'assemblée générale des travailleurs des cantines de la région parisienne, le 18 juin, avait décidé une grève d'aver-tissement de 48 heures pour les mercredi 25 et jeudi 26 juin, malgré l'opposition totale des dirigeants révisionnistes de la CGT et de la CCAS (Cf HR No 293).

Dès le lendemain, les révisionnistes multiplièrent les pressions dans toutes les cantines pour empêcher la grève, pour démobiliser par tous les moyens: pressions du chef du service des cantines de la CCAS (qui est gérée par les révisionnistes), multiplication des coups de téléphone pour répandre de faux bruits.

Mais les travailleurs des cantines montrèrent à nouveau leur détermination, leur combativité, et mirent massivement en échec cette campagne de sabotage. Les dirigeants jaunes de la CGT ne furent pas pour leurs frais: dès le lundi 23, plus de la moitié des cantines de la région parisienne avaient décidé la grève et déjà plusieurs cantines de province avaient voté leur participation au mouvement.

Aussi les dirigeants révisionnistes tentèrent une nouvelle manoeuvre le mardi 24 au matin en lançant, à leur tour, le mot d'ordre de grève. Mais les travailleurs des cantines ne s'y trompent pas: ils démasquent chaque jour davantage la nature de la poignée de révisionnistes qui dirigent la CGT: encadrer les travailleurs, les maintenir sous leur domination pour faciliter les visées agressives du social-impérialisme russe.

Et dans ce combat, ils renforcent leur unité pour arracher leur titularisation en tant qu'agents d'EDF-GDF. C'est la quasi-totalité des travailleurs des cantines de la région parisienne, et de nombreuses cantines de province qui ont fait la grève et qui sont prêts à développer la lutte.

CHAUSSON LES FLICS OCCUPENT, LES "ELUS" PARADENT

Un ouvrier marxiste-léniniste de Chausson est intervenu au meeting de clôture du 1er Congrès de la JCMLF. Son intervention a été ovationnée : «Chausson solidarité», «Milices fascistes hors des usines». En voici le texte intégral :

Samedi, à 4 heures du matin, des centaines de CRS ont envahi les usines Chausson à Gennevilliers : H, G, Chenard, Secam ; à Asnières, à Ville-neuve-la-Garenne, à Meudon.

Nous étions en grève depuis 45 jours pour nos revendications à savoir : 250 F pour tous, parité sur Renault ; paiement à 100 % des journées de grève ; amélioration des conditions de travail.

A l'appel des travailleurs de Chausson, dès 5 h du matin la mobilisation s'organise. A l'appel des syndicats et du P«C»F, un meeting était prévu au monument aux morts ; les travailleurs de Gennevilliers, eux, se sont rassemblés devant les portes de Chausson face aux forces de répression.

La direction des usines Chausson avait prévu de faire évacuer (sous la protection de la police, avec l'aide de la maîtrise et des cadres) les matrices de presses nécessaires à la fabrication des pièces manquantes chez Renault et autres pour continuer la production dans d'autres usines. La manifestation des travailleurs de Chausson et des habitants de Gennevilliers a contrecarré les objectifs du patronat. Dès



Les ouvriers de Chausson sont absolument déterminés à surmonter toutes les difficultés pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. Au cours des récentes manifestations ils l'ont montré. Les voici lors de la manifestation du 26 juin 1975.

10 h en effet, 2 000 personnes, dont de nombreux travailleurs des Câbles de Lyon (en grève depuis 5 semaines) organisés derrière leurs banderoles, montraient leur détermination à continuer la lutte jusqu'à la victoire appuyés par des mots d'ordre offensifs : «CRS hors de Chausson», «CRS hors des usines», «Chausson-Câbles de Lyon solidarité», «Travailleurs français-immigrés même patron même combat», «CRS-SS»... Ces mots d'ordre couvraient largement les manipulations d'un groupuscule de zélus révisionnistes qui, tout en cherchant à encadrer les travailleurs et les habitants de Gennevilliers, avaient mobilisé leur service d'ordre pour protéger les CRS ! Leur manœuvre échoua devant les mots d'ordre offensifs des travailleurs qui couvrirent les mots d'ordre réactionnaires du P«C»F : «Union, action, Programme commun».

Dimanche après-midi, les mêmes zélus continuaient d'encadrer la population de Gennevilliers pour applaudir la course de vélo organisée par la municipalité ! Les dirigeants du P«C»F veulent transformer la mobilisation des travailleurs et de la population en fête champêtre.

Durant son intervention, Lanterrier, maire social-fasciste de Gennevilliers, a toujours mis les succès des travailleurs de Chausson et la solidarité de la population, non pas au compte des travailleurs eux-mêmes, mais à celui de la municipalité et du P«C»F !

Avant de nous envoyer les flics, la direction nous a fait connaître ses dernières «propositions» : 140 F pour tous, 550 F de «prime» pour un mois 1/2 de grève (à la place du paiement des heures de grève), onze licenciements à Maubeuge.

Après 7 semaines de grève on ne reprendra pas le travail pour des miettes. Lundi nous n'entrerons pas dans l'usine pour travailler mais pour l'occuper à nouveau.

Chausson doit payer ! Chausson paiera !

Unité des travailleurs français et immigrés dans la lutte ! A Chausson, aux Câbles de Lyon, les travailleurs de France vaincront !

Dernière minute

Lundi matin vers 4 h, alors que les travailleurs avaient allumé un feu pour se faire chauffer du thé à la menthe, les flics ont «imaginé» qu'ils faisaient une barricade (!) et ils ont

chargé !

Répression, agression, telle est la seule logique du capital pour répondre aux revendications des travailleurs. Logique fascisante d'un système aux abois.

IL FAUT LES 20 MILLIONS!

Nous n'avons pas encore le total exact de la souscription faite pour «L'Humanité rouge» quotidienne lors du meeting de clôture du 1er Congrès de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, le 29 juin au Palais de la Mutualité à Paris.

Cependant nous pouvons déjà dire que la seule vente des photos des héros de la jeunesse, de l'éducation socialiste en Albanie, en Chine, etc., a permis de récolter plus de 1 000 F.

Nous donnerons plus de détails dans une édition ultérieure, où nous indiquerons également le total de la souscription atteint ce 1er juillet 1975.

RECTIFICATIF :

L'EPUR (7e) - Une regrettable erreur a été commise dans notre édition No 295 du vendredi 27. Le texte était en fait signé «Correspondant H.R.» et non «des grévistes de l'EPUR». Nous nous en excusons auprès des travailleurs de cette entreprise, et en même temps nous les assurons de notre soutien dans leur lutte pour la réintégration de leurs camarades licenciés.

Mardi soir doit en principe expirer l'autorisation d'occupation. Nous appelons les sections syndicales CFDT et CGT à apporter leur soutien : télégrammes, motions, délégations, présence.

Correspondant H.R.



Le camarade Pierre Burnand, élu Secrétaire général par le 1er Congrès de la JCMLF, au cours de l'intervention de clôture du meeting. Un meeting d'un extraordinaire enthousiasme qui traduisait la joie des jeunes marxistes-léninistes devant la naissance de leur organisation.